

AUX ORIGINES POLITIQUES DE La crise de 2008

Utilisée sans relâche pour décrire l'aggravation de la situation économique et financière depuis 2008, la notion de crise sous-entend le dérèglement intempestif d'un système pérenne. Il suffirait alors de corriger les excès pour que les affaires reprennent. Et si le capitalisme démocratique mis en place dans les pays occidentaux après la seconde guerre mondiale comportait un déséquilibre indépassable ?

PAR WOLFGANG STREECK *

JOUR APRÈS JOUR, les événements qui jalonnent la crise nous enseignent que les marchés dictent désormais leur loi aux Etats. Prétendument démocratiques et souverains, ceux-ci se voient prescrire les limites de ce qu'ils peuvent faire pour leurs citoyens et souffler les concessions qu'ils doivent exiger d'eux. Pour les populations, un constat s'impose : les dirigeants politiques ne serviraient pas les intérêts de leurs concitoyens mais ceux d'autres Etats ou bien d'organisations internationales – tels le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Union européenne (UE) – à l'abri des contraintes du jeu démocratique. Le plus souvent, cette situation est décrite comme la conséquence d'une anicroche sur fond de stabilité générale : une crise. Mais est-ce vraiment le cas ?

On peut tout autant lire la « Grande Récession (1) » et le quasi-effondrement des finances publiques qui en a résulté comme la manifestation d'un déséquilibre fondamental des sociétés capitalistes avancées, tiraillées entre les exigences du

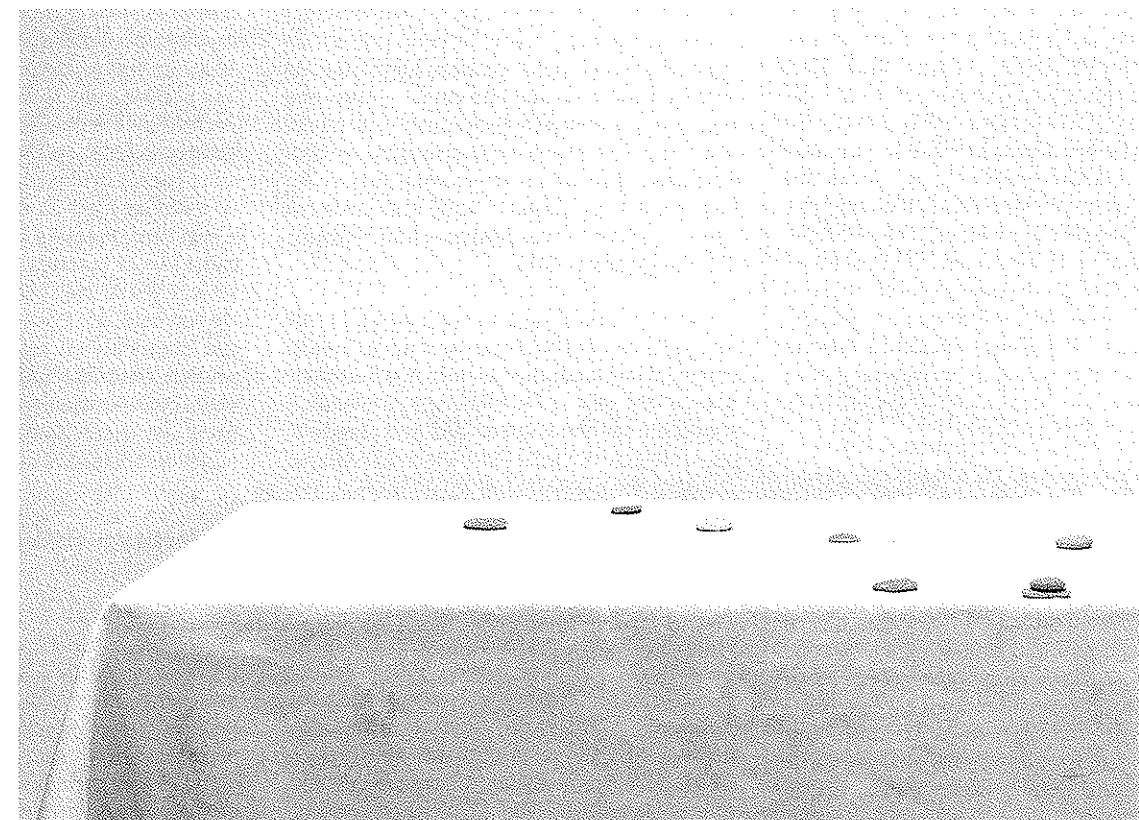
marché et celles de la démocratie. Une tension qui fait des perturbations et de l'instabilité la règle plutôt que l'exception. On ne comprendrait alors la crise actuelle qu'à la lumière de la transformation, intrinsèquement conflictuelle, de ce que l'on appelle le « capitalisme démocratique ».

Depuis la fin des années 1960, trois solutions ont été successivement mises en œuvre pour dépasser la contradiction entre démocratie politique et capitalisme de marché. La première fut l'inflation ; la deuxième, la dette publique ; la troisième, la dette privée. A chacune de ces tentatives correspond une configuration particulière des rapports entre les puissances économiques, le monde politique et les forces sociales. Mais ces arrangements furent l'un après l'autre mis en crise, précipitant le passage au cycle suivant. La tempête financière de 2008 marquerait donc la fin de la troisième époque, et le probable avènement d'un nouvel agencement, dont la nature demeure incertaine.

Conflit de répartition

LE capitalisme démocratique de l'après-guerre a connu sa première crise à partir de la fin des années 1960, alors que l'inflation commençait à s'emballer dans l'ensemble du monde occidental. L'essoufflement de la croissance économique

se sentaient contraints d'honorer : élargissement de l'Etat-providence, droit des travailleurs à des négociations collectives libres, plein-emploi. Autant de mesures soutenues par des gouvernements utilisant abondamment les outils économiques



PAWEL ZAK. – « Wielki Woz » (La Grande Ourse), de la série « Nature morte », 2008

collectives facilitait la signature de « pactes sociaux » tripartites, dans les autres les années 1970 furent marquées par la conviction (partagée dans les plus hautes sphères de l'Etat) que laisser croître le chômage pour contenir la hausse des salaires constituerait un suicide politique, voire une mise à mort de la démocratie capitaliste elle-même. Pour sortir de cette impasse et préserver à la fois le plein-emploi et les négociations collectives libres, une voie se dessina : l'assouplissement des politiques monétaires, quitte à laisser filer l'inflation.

Au départ, la hausse des prix ne constituait guère un problème pour les travailleurs : ils étaient représentés par des syndicats assez puissants pour imposer une indexation de fait des salaires sur la hausse des prix. En revanche, érodant leur patrimoine, l'inflation nuisait aux créan-

Si, dans l'immédiat après-guerre, la croissance économique avait permis aux gouvernements de désamorcer les antagonismes de classe, l'inflation leur permettait désormais de préserver le niveau de la consommation et la répartition des revenus en puisant dans des ressources que l'économie réelle n'avait pas encore produites.

Efficace, cette stratégie de pacification des conflits ne pouvait toutefois pas durer indéfiniment. Elle finit par susciter une réaction de la part des détenteurs de capitaux soucieux de protéger leur patrimoine. En définitive, l'inflation conduira au chômage, punissant les travailleurs dont elle avait à l'origine servi les inté-

rêts. Aiguillonnés par les marchés, les gouvernements abandonneront les accords salariaux redistributifs pour en revenir à la discipline budgétaire.

L'inflation fut vaincue après 1979, lorsque M. Paul Volcker, fraîchement nommé directeur de la Réserve fédérale américaine par le président James Carter, décida d'une hausse sans précédent des taux d'intérêt, qui fit grimper le chômage à des niveaux inédits depuis la Grande Dépression des années 1930. Ce « putsch » fut validé par les urnes : le président Ronald Reagan, dont on dit qu'il avait d'abord redouté les retombées politiques des mesures déflationnistes prises par M. Volcker, fut réélu en 1984.

Garantir la paix sociale

Recession (1) » et le quasi-effondrement des finances publiques qui en a résulté comme la manifestation d'un déséquilibre fondamental des sociétés capitalistes avancées, tiraillées entre les exigences du

passage au cycle suivant. La tempête financière de 2008 marquerait donc la fin de la troisième époque, et le probable avènement d'un nouvel agencement, dont la nature demeure incertaine.

Conflit de répartition

LE capitalisme démocratique de l'après-guerre a connu sa première crise à partir de la fin des années 1960, alors que l'inflation commençait à s'emballer dans l'ensemble du monde occidental. L'essoufflement de la croissance économique menaçait soudain la pérennité d'un mode de pacification des rapports sociaux qui avait mis un terme aux luttes d'après-guerre. Pour l'essentiel, la recette adoptée jusque-là était la suivante : la classe ouvrière acceptait l'économie de marché et la propriété privée en échange de la démocratie politique, laquelle garantissait protection sociale et amélioration constante des niveaux de vie. Plus de deux décennies de croissance ininterrompue contribuèrent à ancrer la conviction que le progrès socio-économique constituait un droit inhérent à la citoyenneté démocratique. Cette vision du monde se traduisait par des revendications que les dirigeants

* Directeur de l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés, Cologne. Ce texte est une version abrégée d'une analyse publiée dans la *New Left Review*, n° 71, Londres, septembre-octobre 2011.

se sentaient contraints d'honorer : élargissement de l'Etat-providence, droit des travailleurs à des négociations collectives libres, plein-emploi. Autant de mesures soutenues par des gouvernements utilisant abondamment les outils économiques keynésiens.

Mais lorsque, au début des années 1970, la croissance commença à fléchir, cet agencement se mit à chanceler – une instabilité qui se manifesta par une vague mondiale de protestation sociale. Les travailleurs, que la peur du chômage ne paralysait pas encore, n'entendaient pas renoncer à ce qu'ils considéraient comme leur droit au progrès.

Au cours des années suivantes, tous les gouvernements du monde occidental se trouvèrent confrontés au même problème : comment amener les syndicats à modérer les demandes d'augmentation de salaire sans avoir à remettre en cause la promesse keynésienne du plein-emploi ? En effet, si, dans certains pays, la structure institutionnelle du système de négociations

des salaires constituerait un suicide politique, voire une mise à mort de la démocratie capitaliste elle-même. Pour sortir de cette impasse et préserver à la fois le plein-emploi et les négociations collectives libres, une voie se dessina : l'assouplissement des politiques monétaires, quitte à laisser filer l'inflation.

Au départ, la hausse des prix ne constituait guère un problème pour les travailleurs : ils étaient représentés par des syndicats assez puissants pour imposer une indexation de fait des salaires sur la hausse des prix. En revanche, érodant leur patrimoine, l'inflation nuisait aux créanciers et aux détenteurs d'actifs financiers, c'est-à-dire à des groupes qui comptaient relativement peu de travailleurs dans leurs rangs. Dans ces conditions, on peut décrire l'inflation comme le reflet monétaire d'un conflit de répartition : d'un côté, une classe ouvrière réclamant la sécurité de l'emploi et une part plus importante du revenu national ; de l'autre, une classe capitaliste s'évertuant à maximiser les retours sur investissement. Puisque les deux parties se fondaient sur des idées mutuellement incompatibles de ce qui leur revient, l'une mettant en avant les droits des citoyens et l'autre ceux de la propriété et du marché, l'inflation exprime ici l'anomie d'une société dont les membres ne parviennent pas à s'accorder sur des critères communs de justice sociale.

tion des revenus en puisant dans des ressources que l'économie réelle n'avait pas encore produites.

Efficace, cette stratégie de pacification des conflits ne pouvait toutefois pas durer indéfiniment. Elle finit par susciter une réaction de la part des détenteurs de capitaux soucieux de protéger leur patrimoine. En définitive, l'inflation conduira au chômage, punissant les travailleurs dont elle avait à l'origine servi les inté-

lorsque M. Paul Volcker, fraîchement nommé directeur de la Réserve fédérale américaine par le président James Carter, décida d'une hausse sans précédent des taux d'intérêt, qui fit grimper le chômage à des niveaux inédits depuis la Grande Dépression des années 1930. Ce « putsch » fut validé par les urnes : le président Ronald Reagan, dont on dit qu'il avait d'abord redouté les retombées politiques des mesures déflationnistes prises par M. Volcker, fut réélu en 1984.

Garantir la paix sociale

AU Royaume-Uni, M^{me} Margaret Thatcher, qui avait suivi les politiques américaines, fut elle aussi reconduite à son poste de première ministre en 1983, malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et la désindustrialisation rapides causées, entre autres choses, par sa politique d'austérité monétaire. Dans les deux pays, la déflation s'accompagna d'une attaque en règle contre les syndicats.

Au cours des années suivantes, l'inflation resta limitée dans l'ensemble du monde capitaliste, tandis que le chômage poursuivait une hausse plus ou moins constante : de 5 % à 9 % entre 1980 et 1988, notamment en France. Dans le même temps, le taux de syndicalisation chutait, et les grèves devenaient si rares que certains pays cessèrent même de les recenser.

L'ère néolibérale s'ouvrit au moment où les Etats anglo-saxons abandonnèrent ce qui avait été l'un des piliers du capitalisme démocratique de l'après-guerre : l'idée que le chômage ruinerait le soutien politique dont jouissaient non seulement les gouvernements en place, mais le mode d'organisation sociale lui-même. A travers le monde, les dirigeants politiques suivirent avec grande attention les expériences menées par Reagan et par M^{me} Thatcher. Toutefois, ceux qui avaient espéré que la fin de l'inflation mettrait un terme aux désordres économiques en furent bientôt pour leurs frais. L'inflation

(1) Pour l'expression « Grande Récession », cf. Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, 2009.

Offrez(-vous) un abonnement !

A renvoyer, accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300 - 62066 Arras Cedex 9 - France - Tél. : 03-21-13-04-32 (n° non surtaxé)



1 an pour 49 €
au lieu de ~~58,80 €~~ *,
soit deux numéros offerts

Règlement : Chèque bancaire à l'ordre du Monde diplomatique SA

Carte bancaire

Numéro de carte bancaire _____

Date de validité _____

Notez les trois derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte _____

Signature obligatoire _____

* Prix de vente au numéro

Mes coordonnées : RMD1200PBA001

M. M^{me} M^{lle}

Prénom _____

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

Pays _____

Si je choisis d'offrir cet abonnement, j'indique les coordonnées de mon/ma filleul(e) :

M. M^{me} M^{lle}

Prénom _____

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

Pays _____

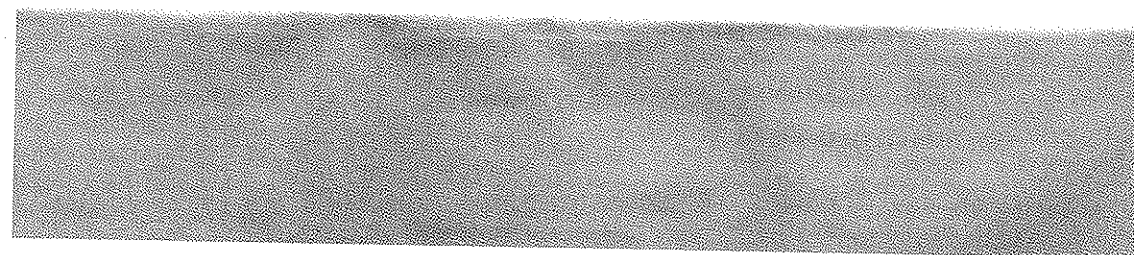
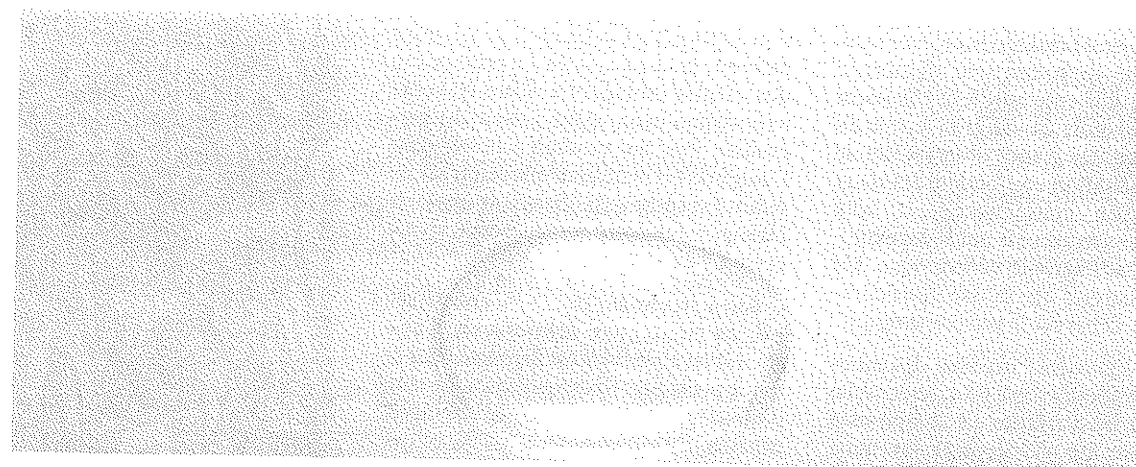
Retrouvez cette offre sur www.monde-diplomatique.fr/abojournal

Offre valable jusqu'au 30/06/2012. En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant (s'adresser au service des abonnements). Ces informations peuvent être exploitées par des sociétés partenaires du Monde diplomatique. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre

Le Monde diplomatique SA - RCS Paris B400 064 291

LA DÉBÂCLE FINANCIÈRE

a commencé il y a quarante ans



PAWEL ZAK. – « Chwila » (Moment), de la série « Nature morte », 2008

ne recula que pour céder la place à la dette publique, dont les années 1980 virent l'envol. Et ce pour diverses raisons.

La stagnation de la croissance avait rendu les contribuables – en particulier les plus prospères et les plus influents – très hostiles aux prélèvements fiscaux. Et l'endiguement de la hausse des prix mit un terme aux augmentations d'impôts automatiques (à mesure que les revenus croissaient). Ce fut également la fin de la dévaluation continue de la dette publique par le biais de l'affaiblissement des monnaies nationales, qui avait dans un premier temps complété la croissance économique, avant de s'y substituer

l'inflation. En effet, tout comme cette dernière, elle permettait aux gouvernements d'utiliser des ressources qui n'avaient pas encore été produites pour apaiser les conflits de répartition. Ou, pour le dire autrement : de puiser dans les ressources futures pour compléter celles d'aujourd'hui. A mesure que la lutte entre les exigences des marchés et celles de la société se déplaçait du lieu de production vers l'arène politique, les pressions électorales se substituèrent aux luttes syndicales. Au lieu de faire marcher la planche à billets, les gouvernements se mirent à emprunter toujours davantage. Un processus facilité par le faible

prises de s'endetter à des niveaux sans précédent. L'heureuse expression de « keynésianisme privatisé » fit alors son apparition pour désigner la substitution de la dette privée à sa jumelle publique. Le gouvernement n'empruntait plus pour financer l'égalité d'accès à des logements décentes ou la formation des travailleurs : c'étaient désormais les individus eux-mêmes qui étaient invités (le plus souvent sans avoir vraiment le choix) à contracter des emprunts à leurs risques et périls pour payer leurs études ou pour s'installer dans des quartiers moins pauvres (4).

La politique mise en place sous l'ad-

d'argent facile mise en œuvre par M. Greenspan, qui provoquait l'endettement rapide de la société américaine. Ils observaient avec enthousiasme que, à la différence de la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale américaine avait l'obligation juridique non seulement d'assurer la stabilité monétaire, mais également de maintenir un haut niveau d'emploi. Tout cela prit bien sûr fin en 2008, avec l'effondrement soudain de la pyramide de crédits internationaux sur laquelle avait reposé la prospérité de la fin des années 1990 et du début des années 2000.

Après les périodes successives de l'inflation, des déficits publics et de l'endettement privé, le capitalisme démocratique de l'après-guerre est alors entré dans son quatrième stade. Tandis que l'ensemble du système financier mondial menaçait d'imploser, les Etats-nations tentèrent de restaurer la confiance économique en socialisant les emprunts toxiques qu'ils avaient auparavant autorisés dans le but de contrebalancer leurs politiques de consolidation budgétaire. Combinée à la relance nécessaire pour prévenir un effondrement de l'« économie réelle », cette mesure engendra un creusement spectaculaire des déficits publics. On notera au passage que ce développement ne découlait pas de la nature dépendante de dirigeants opportunistes ou d'institutions publiques mal conçues, comme le prétendaient certaines théories produites au cours des années 1990, sous les auspices, notamment, de la Banque mondiale et du FMI.

La suite est connue : depuis 2008, le conflit de répartition inhérent au capitalisme démocratique s'est transformé en une lutte acharnée entre investisseurs financiers mondiaux et Etats-nations

souverains. Alors que, par le passé, les travailleurs luttaient contre les patrons, les citoyens contre les ministres des finances et les débiteurs privés contre les banques privées, aujourd'hui les institutions financières croisent le fer avec les Etats... qu'elles ont pourtant récemment soumis à un chantage pour obtenir d'eux qu'ils les sauvent. Reste à déterminer la nature du rapport de forces sur lequel repose cette situation.

Depuis le début de la crise, par exemple, les marchés financiers exigent des taux d'intérêt très variables selon les Etats. Ils exercent donc des pressions différenciées sur les gouvernements pour obliger leurs citoyens à accepter des coupes budgétaires sans précédent. Puisqu'une dette colossale pèse aujourd'hui sur les épaules des Etats, toute augmentation des taux d'intérêt, fût-elle minime, est susceptible d'entraîner un désastre budgétaire (5). En même temps, les marchés doivent se garder de soumettre les Etats à une pression trop forte, car ces derniers pourraient très bien choisir de faire défaut sur leur dette. Il faut donc que certains Etats soient prêts à en sauver d'autres, plus menacés, de façon à se prémunir de la hausse générale des taux d'intérêt sur les emprunts souverains.

En outre, les marchés n'attendent pas seulement une consolidation budgétaire : ils exigent également des perspectives raisonnables de croissance économique. Mais comment combiner les deux ? Bien que la prime de risque sur la dette irlandaise ait baissé lorsque le pays s'est engagé à prendre des mesures drastiques de réduction de son déficit, elle est remontée quelques semaines plus tard : le plan de redressement était si strict qu'il interdisait toute reprise économique (6).

ne recula que pour céder la place à la dette publique, dont les années 1980 virent l'envol. Et ce pour diverses raisons.

La stagnation de la croissance avait rendu les contribuables – en particulier les plus prospères et les plus influents – très hostiles aux prélèvements fiscaux. Et l'endiguement de la hausse des prix mit un terme aux augmentations d'impôts automatiques (à mesure que les revenus croissaient). Ce fut également la fin de la dévaluation continue de la dette publique par le biais de l'affaiblissement des monnaies nationales, qui avait dans un premier temps complété la croissance économique, avant de s'y substituer progressivement, comme outil privilégié pour réduire l'endettement. La hausse du chômage engendrée par la stabilisation monétaire obligea les Etats à accroître les dépenses d'aide sociale. En outre, la facture des droits sociaux créés au cours des années 1970 en échange de l'acceptation par les syndicats de la modération salariale (une forme de salaires différés) commençait à tomber. Et elle pesait de plus en plus lourd sur les finances publiques.

Puisqu'il n'était plus possible de jouer sur l'inflation pour réduire l'écart entre les exigences des citoyens et celles des marchés, c'est à l'Etat qu'il revint de financer la paix sociale. Pendant un certain temps, la dette publique constitua un équivalent fonctionnel commode de

De la dette publique à la dette privée

NÉANMOINS, les Etats-Unis, pays où le niveau d'épargne s'avère exceptionnellement bas, se mirent bientôt à vendre leurs bons du Trésor non seulement à leurs propres citoyens, mais aussi à des investisseurs étrangers, y compris des fonds souverains. En outre, à mesure que le poids de la dette augmentait, une part croissante des dépenses publiques servait à payer les intérêts. Et, surtout, il fallait bien qu'à un moment donné, impossible à déterminer a priori, les créanciers étrangers et nationaux exigent de récupérer leur argent. Les « marchés » mettraient alors tout en œuvre pour imposer aux Etats la discipline budgétaire et l'austérité nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts.

En 1992, l'élection présidentielle américaine fut dominée par la question du double déficit : déficit du gouvernement fédéral et déficit commercial du pays tout entier. La victoire de M. William Clinton, qui en avait fait son principal axe de campagne, marqua le début d'une série d'efforts de consolidation budgétaire (2). A l'échelle mondiale, ceux-ci furent agressivement promus, sous la houlette des Etats-Unis, par des instances comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le FMI. Dans un premier temps, l'admini-

stration démocrate envisagea de réduire les déficits en relançant la croissance économique par le biais de réformes sociales importantes et en augmentant les impôts. En 1994, toutefois, les démocrates perdirent la majorité au Congrès lors des élections de mi-mandat. M. Clinton fit volte-face et adopta alors une politique d'austérité, marquée par d'importantes réductions des dépenses publiques et un revirement politique qui devait, selon ses propres mots, mettre un terme à « la protection sociale telle que nous la connaissons ». Entre 1998 et 2000, pour la première fois depuis des décennies, le gouvernement fédéral américain connut un excédent budgétaire.

L'administration Clinton n'était pas pour autant parvenue à pacifier l'économie politique du capitalisme démocratique de façon pérenne. Sa stratégie de gestion des conflits sociaux consista en grande partie à amplifier la dérégulation du secteur financier, déjà entamée sous Reagan. Le creusement rapide des inégalités de revenus, causé par le déclin continu de la syndicalisation et les fortes réductions des dépenses sociales, ainsi que la baisse de la demande agrégée (3) engendrée par les politiques d'ajustement budgétaire furent contrebalancés par la possibilité pour les citoyens et les entre-

prises de s'endetter à des niveaux sans précédent. L'heureuse expression de « keynésianisme privatisé » fit alors son apparition pour désigner la substitution de la dette privée à sa jumelle publique. Le gouvernement n'empruntait plus pour financer l'égalité d'accès à des logements décentes ou la formation des travailleurs : c'étaient désormais les individus eux-mêmes qui étaient invités (le plus souvent sans avoir vraiment le choix) à contracter des emprunts à leurs risques et périls pour payer leurs études ou pour s'installer dans des quartiers moins pauvres (4).

La politique mise en place sous l'administration Clinton fit beaucoup d'heureux. Les riches payaient moins d'impôts, et ceux d'entre eux qui avaient été assez avisés pour investir dans le secteur financier en retirèrent d'énormes profits. Mais les pauvres n'eurent pas tous à se plaindre – du moins, pas dans un premier temps. Les crédits *subprime*, et la richesse illusoire sur laquelle ils reposaient, vinrent se substituer aux allocations sociales (que l'on supprimait) et aux augmentations de salaire (alors inexistantes au plus bas de l'échelle d'un marché du travail flexibilisé). Pour les Afro-Américains, en particulier, l'acquisition d'un logement ne représentait pas uniquement la réalisation du « rêve américain » : il s'agissait d'un substitut essentiel aux pensions de retraite que leur emploi, quand ils en avaient un, ne leur assurait pas et qu'ils n'avaient aucune raison d'espérer de la part d'un gouvernement voué à l'austérité permanente.

Ainsi, à la différence de la période dominée par la dette publique – où l'emprunt d'Etat permettait d'utiliser aujourd'hui les ressources de demain –, c'étaient désormais les individus qui pouvaient acheter immédiatement tout ce dont ils avaient besoin, en monnayant leur engagement à verser une part significative de leurs revenus futurs sur les marchés.

La libéralisation permit donc de compenser la consolidation budgétaire et l'austérité publique. La dette privée s'ajouta à la dette publique, et la demande individuelle – façonnée à grand renfort de dollars par l'industrie florissante du casino financier – prit la place de la demande collective pilotée par l'Etat. Ce fut donc elle qui soutint l'emploi et les profits, notamment dans le secteur de l'immobilier. Cette dynamique connut une accélération à partir de 2001, lorsque la Réserve fédérale américaine, présidée par M. Alan Greenspan, adopta des taux d'intérêt très bas afin de prévenir une récession et un retour à des niveaux élevés de chômage. Mais le « keynésianisme privatisé » ne permit pas seulement au secteur financier de dégager des profits sans précédent : il fut aussi le pilier d'un boom économique qui faisait pâlir de jalousie les syndicats européens. Ceux-ci érigèrent en modèle la politique

On notera au passage que ce développement ne décollait pas de la nature dépendante de dirigeants opportunistes ou d'institutions publiques mal conçues, comme le prétendaient certaines théories produites au cours des années 1990, sous les auspices, notamment, de la Banque mondiale et du FMI.

La suite est connue : depuis 2008, le conflit de répartition inhérent au capitalisme démocratique s'est transformé en une lutte acharnée entre investisseurs financiers mondiaux et Etats-nations

Echec de la régulation

DEPUIS quelques années, l'administration politique du capitalisme démocratique s'avère donc de plus en plus délicate. Il est d'ailleurs probable que, depuis la Grande Dépression, les décideurs politiques n'aient jamais été confrontés à une incertitude aussi grande.

Est-il tout à fait unimaginable, par ailleurs, qu'une nouvelle bulle gonfle déjà, grosse de l'argent bon marché qui continue de couler à flots ? S'il n'est plus possible d'investir dans les *subprime*, du moins pour l'instant, le marché des matières premières ou la nouvelle économie de l'Internet offrent à certains des perspectives alléchantes.

Rien n'empêche les sociétés financières d'investir les liquidités dont les abreuvent les banques centrales dans ce qu'elles jugent être les « nouveaux secteurs de croissance » – au nom de leurs clients privilégiés et, pourquoi pas, pour leur propre profit. Après tout, puisque les réformes qui devaient réguler le secteur financier ont presque totalement échoué, le capital peut se montrer aujourd'hui un peu plus exigeant qu'auparavant. Et les banques, déjà décrites en 2008 comme « trop grosses pour faire faillite » (« *too big to fail* »), peuvent espérer l'être encore davantage en 2012 ou 2013. Elles pourront donc pratiquer à nouveau le chantage dont elles ont si habilement su jouer il y a trois ans. Mais, cette fois, le sauvetage public du capitalisme privé pourrait se révéler impossible, ne serait-ce que parce que les finances publiques ont atteint la limite de leurs capacités.

Dans la crise actuelle, le risque pour la démocratie s'avère tout aussi grand que celui qui pèse sur l'économie, si ce n'est plus. Non seulement l'« intégration systémique » des sociétés contemporaines – c'est-à-dire le fonctionnement efficace de l'économie capitaliste – tremble sur ses bases, mais il en va de même de leur « intégration sociale » (7).

L'avènement d'une nouvelle ère d'austérité a gravement affecté la capacité des Etats à trouver un équilibre entre les droits des citoyens et les exigences d'ac-

En outre, les marchés n'attendent pas seulement une consolidation budgétaire : ils exigent également des perspectives raisonnables de croissance économique. Mais comment combiner les deux ? Bien que la prime de risque sur la dette irlandaise ait baissé lorsque le pays s'est engagé à prendre des mesures drastiques de réduction de son déficit, elle est remontée quelques semaines plus tard : le plan de redressement était si strict qu'il interdisait toute reprise économique (6).

En outre, l'étrouffement des rapports d'interdépendance qu'entretenaient les pays rend illusoire la résolution des tensions entre économie et société (ou capitalisme et démocratie). Aucun gouvernement ne peut plus se permettre d'ignorer les contraintes et obligations internationales, en particulier celles des marchés financiers. Les crises et les contradictions du capitalisme démocratique se sont peu à peu internationalisées, et se déploient non seulement au sein des Etats mais entre eux, selon des combinaisons et des permutations qui restent à explorer.

Lorsqu'on observe le déroulement de la crise depuis les années 1970, il semble vraisemblable que le capitalisme démocratique trouvera un moyen nouveau – bien que temporaire, lui aussi – de résoudre les conflits sociaux. Mais, cette fois, selon des modalités qui devraient être entièrement à l'avantage des classes possédantes, retranchées dans une place forte politiquement imprenable : l'industrie de la finance internationale. Après tout, peut-on exclure que celles-ci envisagent avec confiance l'issue du combat ultime qu'elles pourraient décider de livrer contre le pouvoir politique, avant d'imposer leur loi une bonne fois pour toutes ?

WOLFGANG STREECK.

(2) Ensemble des mesures d'assainissement du budget destinées à améliorer le solde primaire (recettes de l'année moins dépenses hors intérêts de la dette).

(3) Demande totale de biens et services dans une économie.

(4) Lire Gérard Duménil et Dominique Lévy, « Une trajectoire financière insoutenable », *Le Monde diplomatique*, août 2008.

(5) Pour un Etat dont la dette s'élève à 100 % du produit intérieur brut (PIB), une augmentation de 2 % du taux d'intérêt qu'il paie à ses créanciers augmenterait son déficit annuel du même montant. En conséquence, un déficit budgétaire de 4 % du PIB augmenterait de moitié.

(6) Lire Frédéric Lordon, « Sur le toboggan de la crise européenne », *Le Monde diplomatique*, décembre 2011.

(7) David Lockwood a défini ces concepts dans « Social integration and system integration », dans George Zolleshan et Walter Hirsch (sous la dir. de), *Explorations in Social Change*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1964.